



**PRÉFET  
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
Pôle Carrières et Déchets  
2 quai de Verdun  
82000 Montauban

Montauban, le 19/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Mo'UVE**

786 avenue de Gasseras  
82000 Montauban

Références : AR/S-2026-0015  
Code AIOT : 0006802726

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement Mo'UVE implanté 786 avenue de Gasseras 82000 Montauban. L'inspection a été annoncée le 03/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite est réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les thèmes abordés sont:

- les suites de la visite précédente
- la gestion du risque inondation

- les PFAS dans les mousses anti-incendie
- la gestion des mâchefers
- la gestion des déchets entrants.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Mo'UVE
- 786 avenue de Gasseras 82000 Montauban
- Code AIOT : 0006802726
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Mo'UVE exploite à Montauban, dans le cadre d'une délégation de service public, une unité de valorisation énergétique (UVE) de déchets ménagers.

Cette délégation a été obtenue pour une durée de 20 ans à compter du 1er janvier 2021. L'activité est autorisée et réglementée par l'arrêté préfectoral 16 novembre 1992, complété en dernier lieu par l'arrêté préfectoral complémentaire du 7 mars 2025.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 PFAS mousses
- AR - 14
- Déchets

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
12	Gestion des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3 > 3.2.	Demande d'action corrective	3 mois
13	Gestion des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3 > 3.3.	Demande d'action corrective	3 mois
14	Gestion des déchets entrants	AP Complémentaire du 07/03/2025, article 2.9.5	Demande d'action corrective	1 mois
15	Gestion des déchets entrants	AP Complémentaire du 07/03/2025, article 2.9.6	Demande d'action corrective	3 mois
18	Gestion des déchets sortants	AP Complémentaire du 07/03/2025, article 5.1.8	Demande d'action corrective	
20	Gestion des mâchefers	AP Complémentaire du 07/03/2025, article 5.2.2.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
22	Gestion des	AP Complémentaire du	Demande d'action corrective	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	mâchefers	07/03/2025, article 5.2.4.		
24	Gestion des mâchefers	AP Complémentaire du 27/02/2024, article 3	Demande d'action corrective	3 mois
26	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 07/03/2025, article 8.3.7	Demande d'action corrective	3 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe – 2.2.2.	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
2	Mesure en continu	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe – 2.2.2.	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Résultats des contrôles	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58 – IV	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
5	Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	/	Sans objet
6	Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
7	Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	/	Sans objet
8	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	/	Sans objet
9	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	/	Sans objet
10	Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	/	Sans objet
11	Gestion des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3 > 3.1.	/	Sans objet
16	Gestion des déchets entrants	AP Complémentaire du 07/03/2025, article 2.9.4	/	Sans objet
17	Gestion des déchets sortants	AP Complémentaire du 07/03/2025, article 5.1.6	/	Sans objet
19	Gestion des mâchefers	AP Complémentaire du 07/03/2025, article 5.2.1.	/	Sans objet
21	Gestion des mâchefers	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2 > 2.2.4.	/	Sans objet
23	Gestion des mâchefers	AP Complémentaire du 27/02/2024, article 2	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
25	Risque inondation	AP Complémentaire du 07/03/2025, article 4.1.4	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a mis en évidence des non-conformités au niveau de la gestion des déchets entrants, ces non-conformités ne sont pas de nature à entraîner des risques importants pour la sécurité des installations ou pour l'environnement et peuvent être résolues rapidement. De plus, il a été constaté que les émulseurs utilisés sur site ne contiennent pas de substances fluorées.

Lors de la visite du site, il a été également constaté la présence de ferrailles stockées à même le sol sur une zone non-étanche et l'absence de rétention pour un produit absorbant. L'exploitant a transmis les photos attestant de la mise sur rétention de l'absorbant et de l'enlèvement des ferrailles.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Effluents gazeux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe – 2.2.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillances des effluents gazeux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>lors de la visite d'inspection du 23/10/2024</li> <li>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>La mesure en continu est imposée pour les paramètres suivants : NOx, NH3,(si SNCR ou SCR) CO, SO2, HCl, HF, poussières, Hg et COVT [...]</p> <p>Pour le mercure (Hg), il est par ailleurs précisé que le temps cumulé d'indisponibilité du dispositif de mesure en continu ne peut excéder 500 h cumulées sur une année.</p>
<b>Constats :</b> <p>Lors de la visite précédente, il a été demandé à l'exploitant de transmettre en certificat QAL1 précisant que l'appareil installé est bien adapté pour le mesurage en continu des COV Totaux. Les éléments transmis par l'exploitant, suite à la visite d'inspection de 2024, ne permettent pas de s'assurer que l'appareil installé est bien adapté.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'inspection demande à l'exploitant de s'assurer de la bonne corrélation entre les appareils de mesurage (FTIR/FID), utilement lors d'un QAL2. Ces éléments doivent être transmis sous un délai de 6 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Mesure en continu**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article Annexe – 2.2.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Normes pour la mesure en continu
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 23/10/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>[...] Les normes EN génériques pour les mesures en continu sont EN 15267-1, EN 15267-2, EN 15267-3 et EN 14181 [...]</p> <p>NB : le respect des normes génériques se fait en appliquant en particulier les procédures d'assurance qualité (QAL1, QAL 2 et QAL3) et une vérification annuelle (AST). Les appareils de mesure sont évalués selon la procédure QAL 1 et choisis pour leur aptitude au mesurage dans les étendues et incertitudes fixées. Ils sont étalonnés en place selon la procédure QAL 2 et l'absence de dérive est contrôlée par les procédures QAL 3 et AST [...]</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant a transmis la procédure QAL3, la non-conformité relevée lors de la visite précédente est soldée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Traitement des fumées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Consignes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 23/10/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation [...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <p>« - les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</p> <p>« - les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation [...]</p> <p>- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite précédente, il a été demandé de mettre en place une procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou de dysfonctionnement du filtre à manche. L'exploitant a présenté la procédure d'exploitation relative à la conduite à tenir en cas de panne ou dysfonctionnement du filtre à manches.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Résultats des contrôles

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58 – IV</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transmission des résultats</p>
<p><b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• lors de la visite d'inspection du 23/10/2024</li> <li>• type de suites qui avaient été actées : Avec suites</li> <li>• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective</li> </ul>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Dès lors que le programme de surveillance prévoit une analyse hebdomadaire ou plus fréquente, ces éléments sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour qui suit le mois de la mesure. Pour les fréquences d'analyse mensuelle à trimestrielle, le délai est porté au dernier jour du premier mois du trimestre calendaire suivant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite précédente, l'inspection a constaté que l'exploitant ne transmettait pas les résultats d'autosurveillance pour les mesures en continu. Désormais, l'exploitant transmet les résultats à l'inspection, la non-conformité est levée.</p>



Type de suites proposées : Sans suite

**N° 5 : Interdiction du PFOS (SPFO - acide perfluorooctane sulfonique)**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

**Prescription contrôlée :**

Article 3

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

[Le PFOS est inscrit à l'annexe I.]

Article 4

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

Annexe I

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au SPFO ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations de tous les composés apparentés au SPFO inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

**Constats :**

L'exploitant a transmis les fiches de données de sécurité (FDS) et les fiches techniques des émulseurs présents sur le site.

Les fiches techniques précisent l'absence de fluor dans les produites et les FDS ne mentionnent pas la présence de produits fluorés.

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 6 : Interdiction du PFHxS (acide perfluorohexane sulfonique)**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3 et annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

**Prescription contrôlée :**

Article 3

1. La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4.

[Le PFHxS est inscrit à l'annexe I.]

#### Article 4

1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants:

b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II.

#### Annexe I

3. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations de PFHxS, de ses sels et de composés apparentés au PFHxS égales ou inférieures à 0,1 mg/kg (0,00001 % en masse) lorsqu'elles sont présentes dans des mélanges concentrés de mousses anti-incendie qui sont destinés à être utilisés ou sont utilisés dans la production d'autres mélanges de mousses anti-incendie. Cette dérogation est réexaminée et évaluée par la Commission au plus tard le 28 août 2026.

#### Constats :

L'exploitant a transmis les fiches de données de sécurité (FDS) et les fiches techniques des émulseurs présents sur le site.

Les fiches techniques précisent l'absence de fluor dans les produits et les FDS ne mentionnent pas la présence de produits fluorés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Interdiction à venir du PFOA (acide perfluorooctanoïque)

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

#### Prescription contrôlée :

4 bis. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux concentrations en PFOA ou en l'un de ses sels inférieures ou égales à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) et aux concentrations en tout composé apparenté au PFOA ou en toute combinaison de tels composés inférieures ou égales à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie destinées à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) déjà contenues dans des systèmes. Cette valeur limite s'applique jusqu'au [3 ans après la date d'entrée en vigueur du présent règlement].

4 ter. Aux fins de la présente entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à la somme des concentrations en PFOA, en sels de PFOA et en composés apparentés au PFOA inférieure ou égale à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des mousses anti-incendie sans fluor et provenant d'équipements de lutte contre l'incendie ayant fait l'objet d'un nettoyage selon les meilleures techniques disponibles.

6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 3 décembre 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:

<p>a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation;</p> <p>b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;</p> <p>c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;</p> <p>d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis les fiches de données de sécurité (FDS) et les fiches techniques des émulseurs présents sur le site. Les fiches techniques précisent l'absence de fluor dans les produites et les FDS ne mentionnent pas la présence de produits fluorés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 8 : Notification des stocks de PFOA**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l' annexe I ou II.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis les fiches de données de sécurité (FDS) et les fiches techniques des émulseurs présents sur le site. Les fiches techniques précisent l'absence de fluor dans les produites et les FDS ne mentionnent pas la présence de produits fluorés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie</p>

**Prescription contrôlée :**

2. Ne peuvent pas, à partir du 25 février 2023, être utilisés ou mis sur le marché dans:

- a) une autre substance, en tant que constituant;
- b) un mélange;
- c) un article;

sauf si la concentration dans la substance, le mélange ou l'article est inférieure à 25 ppM pour la somme des PFCA en C9-C14 et de leurs sels ou à 260 ppM pour la somme des substances apparentées aux PFCA en C9-C14.

5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes:

- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation;
- les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus;
- à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets;

**Constats :**

L'exploitant a transmis les fiches de données de sécurité (FDS) et les fiches techniques des émulseurs présents sur le site.

Les fiches techniques précisent l'absence de fluor dans les produits et les FDS ne mentionnent pas la présence de produits fluorés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 10 : Réglementation du PFHxA (acide perfluorohexanoïque)**

**Référence réglementaire :** Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, PFAS dans les mousses anti-incendie

**Prescription contrôlée :**

4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans: a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues; b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (\*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin.

5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.

**Constats :**

L'exploitant a transmis les fiches de données de sécurité (FDS) et les fiches techniques des émulseurs présents sur le site.

Les fiches techniques précisent l'absence de fluor dans les produites et les FDS ne mentionnent pas la présence de produits fluorés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 11 : Gestion des déchets entrants**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3 > 3.1.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des flux de déchets

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant de l'unité d'incinération applique toutes les procédures de gestion des flux de déchets énumérées aux points a. à c. ainsi que, s'il y a lieu, les techniques d., e. et f. :

**Technique/Description**

a. Détermination des types de déchets pouvant être incinérés : Il s'agit de déterminer, compte tenu des caractéristiques de l'unité d'incinération, les types de déchets qui sont autorisés à être incinérés eu égard, par exemple, à leur état physique, à leurs caractéristiques chimiques, à leurs propriétés de danger et à leurs plages de valeurs acceptables de pouvoir calorifique, d'humidité, de teneur en cendres et de taille.

b. Établissement et mise en œuvre de procédures de caractérisation et acceptation préalable des déchets : Ces procédures permettent de s'assurer que les opérations de traitement des déchets conviennent, sur le plan technique et réglementaire, à un déchet donné, avant l'arrivée de celui-ci à l'unité. Il s'agit de collecter des informations sur les déchets entrants, et éventuellement de réaliser un échantillonnage et une caractérisation des déchets destinés à obtenir suffisamment d'informations sur la composition des déchets. Les procédures d'acceptation préalable des déchets sont fondées sur les risques et prennent en considération, par exemple, les propriétés de danger des déchets et les risques que ceux-ci présentent sur les plans de la sécurité des procédés, de la sécurité au travail et des incidences sur l'environnement, ainsi que les informations fournies par le ou les précédents détenteurs des déchets.

c. Établissement et mise en œuvre de procédures d'acceptation des déchets : Les procédures d'acceptation sont destinées à confirmer les caractéristiques des déchets, telles qu'elles ont été déterminées lors de la phase d'acceptation préalable. Ces procédures définissent les éléments à vérifier lors de la livraison des déchets à l'unité, ainsi que les critères d'acceptation et de rejet des déchets. Elles peuvent aussi porter sur l'échantillonnage, l'inspection et l'analyse des déchets. Les procédures d'acceptation des déchets sont fondées sur les risques et prennent en considération, par exemple, les propriétés de danger des déchets et les risques que ceux-ci présentent sur les plans de la sécurité des procédés, de la sécurité au travail et des incidences sur l'environnement, ainsi que les informations fournies par le ou les précédents détenteurs des déchets. Les éléments à surveiller, pour chaque type de déchet, sont détaillés dans la partie 3.2 de la présente annexe.

Les procédures sont proportionnées aux risques et prennent en considération les propriétés de danger des déchets et les risques que ceux-ci présentent sur les plans de la sécurité des procédés, de la sécurité au travail, et des incidences sur l'environnement, ainsi que les informations fournies par le ou les précédents détenteurs des déchets.

**Constats :**

L'exploitant a présenté la procédure d'acceptation des déchets de 2025. La procédure précise les procédures d'acceptation préalable avec la délivrance de fiche d'information préalable (FIP). La procédure ne détaille pas les types de déchets pouvant être incinérés sur l'installation.

Par sondage, l'inspection a consulté les fiches d'information préalables de la société CYCLAMED, BRALEY.

Le contenu des FIP n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection. Une FIP n'était pas signée par l'exploitant et a été signée en salle.

La procédure de réception des déchets du 13 octobre 2025 précise que les déchets sont contrôlés depuis le poste pontier, elle détaille les déchets qui peuvent être acceptés mais ne précisent pas les déchets non autorisés.

Lors de la visite du site, l'inspection a consulté les consignes affichées au poste de pontier, elles précisent les déchets pouvant être incinérés.

L'exploitant a également présenté la procédure de contrôle inopiné des déchets qui permet de s'assurer que les déchets réceptionnés correspondent aux éléments décrits dans la fiche d'information préalable.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de préciser les déchets ne pouvant être incinérés dans l'installation compte-tenu de leur taille ou de leurs propriétés dans la procédure d'acceptation des déchets.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 12 : Gestion des déchets entrants**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3 > 3.2.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Livraison des déchets

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant de l'unité d'incinération applique, en fonction du type de déchets et du risque présenté par les déchets entrants, les éléments indiqués ci-dessous :

Type de déchets	Surveillance des livraisons de déchets

Déchets municipaux solides et autres déchets non dangereux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Détection de radioactivité</li> <li>- Pesage des livraisons de déchets</li> <li>- Contrôle visuel</li> <li>- Échantillonnage périodique des livraisons de déchets et analyse des propriétés/substances clés (par exemple, valeur calorifique, teneur en halogènes et en métaux/métalloïdes). Dans le cas des déchets municipaux solides, cela implique un déchargement séparé.</li> </ul>
--	--

#### Constats :

L'exploitant met en œuvre la détection de radioactivité sur le site, le pesage des livraisons de déchets et le contrôle visuel, ces éléments sont repris dans la procédure de réception des déchets.

Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence du pont bascule et du portique de détection de radioactivité et les consignes affichées au niveau du poste de pontier sur le type de déchet admis.

L'arrêté ministériel prévoit la mise en place d'un échantillonnage périodique des livraisons de déchets et une analyse des propriétés/substances clés. L'exploitant n'a pas mis en place ce type d'échantillonnage périodique mais a mis en place une procédure de contrôle inopiné des déchets par contrôle visuel.

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Sous un délai de 3 mois, l'exploitant doit mettre en place un échantillonnage périodique des livraisons de déchets et une analyse des propriétés/substances clés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

#### N° 13 : Gestion des déchets entrants

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3 > 3.3.

**Thème(s) :** Risques chroniques, Réception, manutention et stockage des déchets

#### Prescription contrôlée :

En fonction des risques de contamination du sol ou de l'eau que présentent les déchets, la surface des zones de réception, de manutention et de stockage des déchets est rendue imperméable aux liquides concernés et dotée d'une infrastructure de drainage adéquate.

Pour les unités nouvelles, ainsi que pour les unités existantes lorsque le site est équipé de piézomètres amont-aval, le site dispose d'un programme de surveillance de la qualité des eaux

souterraines établi à fréquence biennale. Dans le cas contraire, un protocole de contrôle visuel par partie de la fosse est mis en œuvre pour aboutir au contrôle complet des surfaces des zones de réception, de manutention et de stockage de déchet, à une périodicité quinquennale.

Afin d'éviter l'accumulation des déchets, l'exploitant met en œuvre les mesures suivantes : la capacité maximale de stockage de déchets est clairement précisée et est respectée, compte tenu des caractéristiques des déchets (eu égard au risque d'incendie, notamment) et de la capacité de traitement ;

- la quantité de déchets stockée est régulièrement contrôlée et comparée à la capacité de stockage maximale autorisée ;

- pour les déchets qui ne sont pas mélangés pendant le stockage (par exemple, les déchets d'activités de soins à risque infectieux et les déchets conditionnés), le temps de séjour maximal est clairement établi.

Cas des déchets d'activités de soins à risques infectieux

L'exploitant de l'unité d'incinération applique une combinaison des techniques suivantes :

Technique / Description

a.Manutention automatisée ou semi-automatisée des déchets : Les déchets d'activités de soins à risques infectieux sont déchargés du camion et amenés jusqu'à la zone de stockage à l'aide d'un système automatisé ou manuel, en fonction du risque que présente cette opération. Depuis la zone de stockage, les déchets d'activités de soins à risques infectieux sont introduits dans le four par un système d'alimentation automatique.

b.Incinération des conteneurs hermétiques non réutilisables, le cas échéant : Les déchets d'activités de soins à risque infectieux sont livrés dans des conteneurs combustibles hermétiques et robustes qui ne sont ouverts à aucun moment pendant toute la durée des opérations de stockage et de manutention. S'ils contiennent des aiguilles et des objets tranchants, les conteneurs sont également résistants à la perforation.

c.Nettoyage et désinfection des conteneurs réutilisables déjà utilisés : Les conteneurs réutilisables de déchets sont nettoyés dans une zone de nettoyage désignée, et désinfectés dans un local spécialement conçu à cet effet. Les éventuels résidus des opérations de nettoyage sont incinérés.

**Constats :**

Lors de la visite du site, l'inspection a constaté que le hall de déchargement dispose d'un revêtement imperméable.

L'exploitant a précisé que l'étanchéité de la fosse a été vérifiée lors des travaux de mise au normes de l'incinérateur.

Le site est équipé de 5 piézomètres dont un piézomètre historique ne rentrant pas en compte dans le suivi de la qualité des eaux. Un suivi semestriel est réalisé au niveau des piézomètres et est renseigné dans GIDAF et est présenté dans le bilan annuel. Suite à la visite d'inspection, l'inspection a consulté le rapport annuel de 2024, l'inspection demande à l'exploitant de commenter le suivi des piézomètres dans le rapport annuel qui sera établi pour l'année 2025.

Le volume maximal de déchet présent dans la fosse autorisé par l'arrêté préfectoral en vigueur est de 970 m3. L'exploitant n'a pas pu présenter à l'inspection les moyens mise en place pour



<p>s'assurer du respect de ce volume.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer que la quantité de déchets stockée dans la fosse soit inférieure à 970 mètres cubes en tout temps et mettre en place une procédure précisant clairement la capacité maximale de stockage au niveau de la fosse et les moyens permettant de régulièrement contrôler la quantité de déchets stockée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous un délai de 3 mois, l'exploitant doit mettre en place une procédure précisant clairement la capacité maximale de stockage au niveau de la fosse et les moyens permettant de régulièrement contrôler la quantité de déchets stockée.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de commenter les résultats d'analyses des piézomètres dans les prochains rapports annuels d'activité, à commencer par celui qui sera réalisé pour l'année 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 14 : Gestion des déchets entrants**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/03/2025, article 2.9.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle à l'admission des déchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un contrôle visuel de la qualité des déchets déposés est réalisé afin de vérifier leur conformité avec les conditions du chapitre 2.8. Les contrôles suivants sont effectués sur les produits entrant sur le site de façon à réduire la présence de produits indésirables : • un contrôle administratif est effectué sur l'ensemble des déchets entrant sur le site, • un contrôle visuel sur les déchets est effectué aux étapes suivantes : lors du déchargement des bennes ou conteneurs à déchets, lors du brassage des déchets dans la fosse, lors du chargement de la trémie d'alimentation du four. Un contrôle par vidéo est mis en place tel que prévu par le décret n° 2021-345 du 30 mars 2021 relatif au contrôle par vidéo des déchargements de déchets dans les installations de stockage et d'incinération de déchets non dangereux. Les produits non conformes sont récupérés pour être retournés à leur producteur s'ils peuvent être identifiés, ou éliminés dans une installation autorisée à cet effet. L'exploitant établit une procédure définissant, en cas de découverte de déchets non conformes, les dispositions à prendre pour identifier les déchets, les mesures conservatoires à mettre en œuvre et la filière d'élimination ad hoc. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant informe sans délai l'inspection des installations classées des refus qu'il a été amené à prononcer en indiquant au minimum les renseignements suivants : • la date du refus, • les références du producteur, • la nature du déchet avec indication du code de la nomenclature des déchets, • les références du transporteur, • la quantité, • le motif du refus, • la destination donnée aux déchets refusés. Un registre (ou tout document équivalent) où sont consignés les déchets refusés est tenu par l'exploitant.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

<p>L'exploitant a présenté la procédure concernant les déchets non-conformes, celle-ci ne reprend pas la nécessité d'informer l'inspection dans les meilleurs délais en cas de déchets non-conformes. L'exploitant n'informe pas l'inspection en cas de réception de déchets non-conformes.</p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection a consulté le registre des déchets non conformes.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous un délai d'un mois, l'exploitant complète la procédure relative aux déchets non-conformes en précisant la nécessité d'informer l'inspection en cas de réception de déchets non-conformes et met en œuvre la nouvelle procédure.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 15 : Gestion des déchets entrants**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/03/2025, article 2.9.6</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Document d'acceptation préalable</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en place une procédure de caractérisation et d'acceptation préalable des déchets réceptionnés, conformément à l'article 3.1 de l'annexe 3 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021. Cette procédure détermine les analyses physico-chimique à effectuer au niveau des déchets entrants compte-tenu des caractéristiques de l'unité d'incinération et des types de déchets qui sont autorisés .</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La procédure d'acceptation des déchets ne précise pas les analyses physico-chimiques à effectuer au niveau des déchets entrants et ne précise pas suffisamment le type de déchets qui sont autorisés.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous un délai de 3 mois, l'exploitant complète la procédure d'acceptation préalable de déchets en précisant le type de déchets autorisés et les analyses physico-chimiques à effectuer au niveau des déchets entrants.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 16 : Gestion des déchets entrants**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/03/2025, article 2.9.4</p>
--

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchargement à l'admission des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En fonctionnement normal, les déchets à traiter doivent être déchargés dès leur arrivée à l'usine dans la fosse étanche permettant la collecte des eaux d'égouttage. Le stockage des déchets à l'extérieur de la fosse est interdit. Néanmoins, lors des phases de transit intervenant lors des arrêts techniques, le déchargement temporaire de déchets pourra être réalisé sur l'aire de déchargement. L'installation doit être aménagée de telle sorte que l'entreposage des déchets et l'approvisionnement du four d'incinération ne soient pas à l'origine de nuisances olfactives pour le voisinage. Le hall de déchargement doit être clos pour éviter tout envol de déchets et poussières. Il doit être en dépression dès lors qu'il y a des déchets présents dans la fosse. L'air aspiré doit rejoindre les gaz de combustion afin de détruire les composés odorants. Les portes d'accès sont maintenues fermées, et s'ouvrent et se referment automatiquement à l'approche d'un camion. Ces portes doivent être maintenues fermées hors des heures de déchargement des déchets et de fermeture du site. L'aire de déchargement est maintenue étanche et conçue pour éviter les écoulements d'effluents liquides vers l'extérieur, et maintenue propre en permanence. Toutes précautions sont prises pour combattre la prolifération des insectes et des rongeurs.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du site, l'inspection a assisté à un déchargement de déchets dans la fosse et a constaté que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le hall de déchargement est clos et en dépression</li> <li>- les portes d'accès sont maintenues fermées et s'ouvrent et se referment automatiquement</li> <li>- l'aire de déchargement est propre</li> <li>- les déchets sont déchargés dans la fosse étanche dès leur arrivée.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 17 : Gestion des déchets sortants**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/03/2025, article 5.1.6
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du Code de l'environnement. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) des déchets sont régulièrement autorisées ou déclarées à cet effet. Pour les autres déchets, à l'exclusion des métaux extraits des mâchefers, les conditions d'élimination tiennent compte notamment de la fraction soluble et des teneurs en métaux lourds dans leurs lixiviats, mesurées selon les normes en vigueur. Le contrôle de cette fraction soluble et de ces métaux lourds dans les lixiviats est réalisé régulièrement afin de s'assurer des bonnes conditions de leurs éliminations. La périodicité des contrôles pour les résidus d'épuration des fumées est, au moins, trimestrielle. Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.</p>
<b>Constats :</b>

Les exutoires mentionnés dans le registre des déchets sortants, transmis après la visite, sont autorisés pour traiter les déchets apportés par l'exploitant.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 18 : Gestion des déchets sortants**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 07/03/2025, article 5.1.8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Transport des déchets

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du Code de l'environnement. L'exploitant tient, en particulier une comptabilité précise des quantités de résidus d'incinération produits, en distinguant notamment : • les mâchefers ; • les métaux ferreux extraits des mâchefers ; • le cas échéant, les métaux non ferreux extraits des mâchefers ; • les résidus d'épuration des fumées de l'incinération des déchets dont : poussières et cendres volantes en mélange ou séparément ; cendres sous chaudières ; gâteaux de filtration provenant de l'épuration des fumées ; déchets liquides aqueux de l'épuration des fumées et autres déchets liquides aqueux traités hors du site ; déchets secs de l'épuration des fumées ; catalyseurs usés provenant, par exemple, de l'élimination des oxydes d'azote ; charbon actif usé provenant de l'épuration des fumées, si possible ; • réfractaires usés. Il suit l'évolution des flux ainsi produits en fonction des quantités de déchets incinérés. L'exploitant doit justifier qu'il élimine tous ses déchets en conformité avec la réglementation. Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné d'un bordereau de suivi électronique défini à l'article R. 541-45 du Code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum. Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-63 et R. 541-79 du Code de l'environnement relatives à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exportation de déchets (dangereux ou non) est réalisée en conformité avec le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets. En cas d'enlèvement et de transport, l'exploitant s'assure lors du chargement que les emballages ainsi que les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à assurer la protection de l'environnement et à respecter les réglementations spéciales en vigueur. Le transport des résidus d'incinération entre le lieu de production et le lieu d'utilisation ou d'élimination doit se faire de manière à éviter tout envol de matériau, notamment dans le cas de déchets pulvérulents. L'ensemble des documents démontrant l'accomplissement des formalités du présent article est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

**Constats :**

L'exploitant a transmis, après la visite, le registre des déchets sortants de l'établissement. Les récépissés de transport ne sont pas tous indiqués, il manque les informations relatives au numéro de BSD et à la présence ou absence de déchet POP.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Sous un délai d'un mois, l'exploitant met à jour le registre des déchets sortants afin de contenir les informations demandées par l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

**N° 19 : Gestion des mâchefers**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/03/2025, article 5.2.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mâchefers
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le traitement des mâchefers est réalisé sur le site. Dans la mesure où le traitement s'effectuera sur le site, les points suivants devront être respectés : L'aire de stockage et de traitement des mâchefers est constituée de matériaux suffisamment résistants pour permettre la circulation des véhicules et matériels de manutention. Elle est étanche. Les pentes des aires et voiries d'accès sont telles que l'ensemble des eaux s'écoulent dans les bassins tampons. Les mâchefers avant stockage sont déferpillés. Les eaux de percolation et de ruissellement de l'aire mâchefers sont récupérées et stockées dans un bassin ou plusieurs bassins tampons de 240 m<sup>3</sup> minimum. Ces eaux sont utilisées en circuit fermé pour le refroidissement des mâchefers et la réinjection dans le four. Les mâchefers sont stockés dans 4 box comportant une dalle en béton étanche, des séparations verticales sont mises en place pour délimiter chaque mois de production et avoir un suivi de chaque lot (en attente des résultats des analyses mensuelles). La capacité maximale de stockage est de 3 000 tonnes. Trois box sont neutralisés en permanence : • un casier de réception (sous tapis) avant déplacement vers les casiers de stockage (mois en cours), • un casier de stockage en cours de remplissage (mois en cours), • un casier de stockage en attente du retour d'analyses (mois précédent), Un box sera maintenu vide pour permettre le cas échéant, la maturation d'un lot non classé directement valorisable. Les mâchefers sont identifiés par lots. Un plan de gestion et de suivi des lots est réalisé. Ils ne peuvent être stockés plus de 6 mois sur le site dans les limites de la capacité de stockage de l'usine. Une caractérisation mensuelle des mâchefers issus du four d'incinération est réalisée selon les prescriptions de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux. Cette caractérisation est réalisée aux frais de l'exploitant. La réalisation des échantillons peut être faite par un employé de l'exploitant dûment formé et habilité. Les analyses sont effectuées par un organisme accrédité par le comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation ou par un organisme agréé par le ministère en charge de l'inspection des installations classées. Les résultats des analyses sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées dès leur réception. La teneur maximale en imbrûlés dans les mâchefers mesurée sur les produits secs ne doit pas dépasser 3 %.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le traitement des mâchefers n'est pas réalisé sur le site, il est réalisé par la société PIGNOT REVALORISATION, cet article ne s'applique pas.</p> <p>De plus, cet article sera modifié par arrêté préfectoral complémentaire suite à la demande de l'exploitant d'externaliser le traitement des mâchefers sur le site de S.E.S à Roques sur Garonne.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 20 : Gestion des mâchefers**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/03/2025, article 5.2.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Valorisation des mâchefers
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les mâchefers peuvent faire dans certains cas l'objet d'une valorisation en travaux routiers ou assimilés à condition de respecter les critères définis dans l'arrêté du 18 novembre 2011 susvisé. À cet effet, l'exploitant doit obtenir toutes garanties notamment sur le fait qu'ils ne seront pas utilisés en zone inondable, ni à moins de 30 mètres d'un cours d'eau, pour remblayer des tranchées. Une procédure écrite définit les conditions de retrait de mâchefers par des tiers. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. Cette valorisation est conditionnée par une bonne connaissance des caractéristiques des mâchefers produits et par une vérification périodique de celles-ci (composition, imbrûlés, lixiviation...), dans les conditions définies dans l'arrêté du 18 novembre 2011 susvisé. Si les mâchefers ne peuvent être valorisés, dans les conditions définies ci-dessus, ils doivent être éliminés dans des installations autorisées au titre du Code de l'environnement et notamment son livre V Titre I.,
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté les analyses réalisées par PIGNOT REVALORISATION après maturation du mâchefer sur le lot de mâchefers d'août 2025. Les résultats d'analyses sont conformes aux seuils de type 1 de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011, cependant le laboratoire a émis une observation sur les résultats délivrés : "le pH de l'échantillon n'est pas compris dans le domaine de la méthode ( 5 < pH < 9 ) , le(s) résultat(s) est(sont) émis avec réserve".
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Sous un délai d'un mois, il est demandé à l'exploitant de s'assurer auprès de PIGNOT REVALORISATION que les analyses sont représentatives de l'échantillon et que la réserve ne remet pas en cause les analyses réalisées. Dans le cas contraire, PIGNOT REVALORISATION devra refaire les analyses de ce lot de mâchefer si celui-ci n'a pas été utilisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 21 : Gestion des mâchefers**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2 > 2.2.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Teneurs en imbrûlés
<b>Prescription contrôlée :</b>  Pour la surveillance des teneurs en substances imbrûlées, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.

<p>La surveillance des teneurs en substances imbrûlées des scories et des mâchefers de l'unité d'incinération, est opérée à la fréquence indiquée dans les arrêtés ministériels susvisés du 20 septembre 2002 et du 23 mai 2016.</p> <p>Si la surveillance porte sur le COT, les méthodes d'essais doivent suivre les normes : EN 14899 ou EN 15936. Le carbone élémentaire (déterminé, par exemple, selon la norme DIN 19539) peut être soustrait du résultat de la mesure.</p> <p>Si la surveillance porte sur la perte au feu, les méthodes d'essais doivent suivre les normes : EN 14899 et EN15169 ou EN 15935</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté les analyses réalisées sur les mâchefers, avant valorisation, d'août 2025. Les analyses portent sur le COT, la perte au feu et l'ensemble des paramètres de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011.</p> <p>L'exploitant réalise des analyses mensuelles conformément à l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 22 : Gestion des mâchefers**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/03/2025, article 5.2.4.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Transport externe</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le transport des résidus de l'incinération entre le lieu de production et l'unité de prétraitement ou le centre de stockage doit se faire de manière à éviter tout envol de matériau, notamment dans le cas de déchets pulvérulents.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à des signalements, il est rappelé à l'exploitant de bien rappeler au transporteur la nécessité de bâcher les bennes afin d'éviter tout envol de matériau.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous un délai d'un mois, il est demandé à l'exploitant de rappeler les bonnes pratiques en matière de transport afin d'éviter tout envol de matériau lors du transport.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 23 : Gestion des mâchefers**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/02/2024, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des mâchefers</p>

<b>Prescription contrôlée :</b>  Le traitement des mâchefers est réalisé sur le site. Cependant, jusqu'au 31 décembre 2025 le traitement des mâchefers peut être réalisé à l'extérieur du site sur l'installation suivante, sous réserve de l'autorisation administrative de l'installation concernée : PIGNOT REVALORISATION à Mansac (19520)
<b>Constats :</b>  Le registre de déchets sortants pour l'année 2025 a été transmis à l'inspection suite à la visite. Les mâchefers ont été envoyés vers l'installation PIGNOT REVALORISATION.  Pour l'année 2026, l'exploitant a déposé un dossier de porter à connaissance afin que les mâchefers soient désormais traités sur la plateforme de Roques sur Garonne exploitée par S.E.S à Roques sur Garonne.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 24 : Gestion des mâchefers**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 27/02/2024, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traitement des mâchefers
<b>Prescription contrôlée :</b>  Au plus tard le 1er avril de l'année N+1, l'exploitant fourni un bilan de traitement de tous ses mâchefers évacués dans l'installation ci-dessus au cours de l'année N. Ce bilan comprend notamment les informations prévues à l'annexe de l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011 relatif au recyclage en technique routière des mâchefers d'incinération de déchets non dangereux. Pour chaque lot, le détail des critères 2° et 3° de cette annexe est précisé.
<b>Constats :</b>  L'exploitant n'a pas réalisé le bilan de traitement des mâchefers évacués pour l'année 2024.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Sous un délai de 3 mois, l'exploitant transmet le bilan de traitement de tous ses mâchefers traités en dehors du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 25 : Risque inondation**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/03/2025, article 4.1.4
<b>Thème(s) :</b> Actions régionales, Prévention du risque inondation
<b>Prescription contrôlée :</b>



Le site étant implanté en zone inondable, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour répondre aux prescriptions du plan de prévention du risque inondation du Tarn, approuvé le 27 août 2014 par arrêté préfectoral n° 2014-239-0017, et ses révisions ultérieures. L'exploitant dispose d'une procédure pour mettre en sécurité le site et établit une procédure à suivre en cas d'épisode pluvieux entraînant une alerte lors d'un phénomène de crue du Tarn. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées. La cote du niveau d'eau dans le Tarn, au droit du pont vieux, qui déclenche l'évacuation des mâchefers est de 78,75 m NGF. La cote du niveau des plus hautes eaux connues, au droit du pont vieux est de 85, 70 m NGF. L'exploitant doit notamment prendre les dispositions suivantes : • veiller à s'informer continuellement sur le risque inondation ; • mettre en place la procédure opérationnelle pour sécuriser son site, et pour garantir l'absence de risque et de pollution dans un délai adapté à la situation. La procédure suit, au minimum, les règles suivantes, ou toutes règles équivalentes visant le même objectif : évacuation des mâchefers par camion en 2 jours, vidange du bassin tampon d'eaux de lixiviation des mâchefers et élimination en filières agréées ou incinérée dans le four ; évacuation des engins de la plateforme si nécessaire et sécurisation du secteur ; disposition des véhicules et engins mobiles de façon à permettre à tout moment une évacuation rapide ; • veiller à stocker le carburant dans une cuve sur rétention au-dessus de la cote des plus hautes eaux de la crue de référence. Cette cuve est pourvue d'une double enveloppe avec détection de fuite. Le stockage des produits polluants s'effectue dans des cuves ou fûts étanches placés au-dessus de la cote des Plus Hautes Eaux Connues (PHEC). Si cette solution est impossible, les produits sont arrimés ou placés dans des enceintes closes ou évacués hors zone inondable.

#### **Constats :**

L'exploitant a présenté et transmis la procédure relative à la mise en sécurité du site en cas d'épisode pluvieux entraînant une alerte lors d'un phénomène de crue du Tarn.

Un exercice a été réalisé le 16 octobre 2025, le compte-rendu a été présenté et transmis à l'inspection.

L'exploitant est prévenu par la cellule crise de la mairie de Montauban, le seuil d'alerte est défini à une hauteur d'eau de 5,60 mètres ou 10 heures avant les 6,4 mètres.

Les actions à mettre en œuvre sont définies dans la procédure en fonction de la hauteur d'eau prévue. Ainsi, en cas d'hauteur d'eau supérieure à 78,75 m NGF il est prévu l'évacuation des mâchefers, des eaux de la plateforme mâchefer présentes dans les bassins, le déplacement des engins et des big-bags de cendres et REFIOM et la fermeture des vannes d'eaux pluviales.

En cas d'hauteur d'eau supérieure à 81,25 m NGF il est prévu en complément des actions précédentes la préparation des batardeaux, le retrait des moteurs au niveau des pompes des bassins, l'isolement de la fosse et du quai de déchargement.

En cas d'hauteur d'eau supérieure à 83,68 m NGF, il est prévu en complément des actions précédentes la fermeture de l'usine et la mise en place de batardeaux.

La procédure répond aux prescriptions de l'arrêté.

L'exercice réalisé le 16 octobre 2025 a permis à la société de connaître les durées de mise en œuvre des actions et de mettre en avant des actions correctives à réaliser. Ainsi, il est demandé à l'exploitant de réaliser les actions listées dans le compte-rendu d'exercice : achat de batardeaux supplémentaires, s'assurer de la disponibilité d'une société pour le pompage des lagunes.

L'inspection demande également à l'exploitant de s'assurer de la disponibilité d'une société pour évacuer plus rapidement les mâchefers et ne pas les laisser sur site en cas d'inondation avec une hauteur d'eau supérieure à 83,68 m NGF.

<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous un délai de 3 mois, il est demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réaliser les actions listées dans le compte-rendu d'exercice : achat de batardeaux supplémentaires, s'assurer de la disponibilité d'une société pour le pompage des lagunes.</li> <li>- s'assurer de la disponibilité d'une société pour évacuer plus rapidement les mâchefers et ne pas les laisser sur site en cas d'inondation avec une hauteur d'eau supérieure à 83,68 m NGF.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 26 : Moyens de lutte contre l'incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/03/2025, article 8.3.7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Extincteurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement doit disposer [...] :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- [...]</li> <li>- d'extincteurs à eau pulvérisée (ou équivalent) permettant d'assurer une capacité d'extinction égale ou supérieure à celle d'un appareil 21 A pour 250 m<sup>2</sup> de superficie ) protéger (minimum de 2 appareils par atelier, magasin, entrepôt...);</li> <li>- d'extincteurs à anhydride carbonique (ou équivalent) près des tableaux et machines électriques</li> <li>- d'extincteurs à poudre (ou équivalent), type 55 b près des installations de liquides et gaz inflammables.</li> </ul> <p>Les extincteurs sont placés en des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du site, il a été constaté au niveau de la rotonde un extincteur qui n'était pas facilement accessible.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Sous un délai de 3 jours, l'exploitant s'assure que l'ensemble des extincteurs situés à la rotonde sont rapidement accessibles.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 jours</p>